

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Marine nationale

INSTRUCTION N° 580/DEF/EMM/PL/ORA

relative à l'organisation du commandement en Atlantique et en Manche, mer du Nord (à jour de son erratum du 4 octobre 2002).

Du 16 septembre 2002

INSTRUCTION N° 580/DEF/EMM/PL/ORA relative à l'organisation du commandement en Atlantique et en Manche, mer du Nord (à jour de son erratum du 4 octobre 2002).

Du 16 septembre 2002

NOR D E F B 0 2 5 2 2 8 3 J

Référence :

Voir annexe.

Pièce(s) Jointe(s) :

Une annexe.

Modifié par :

Instruction n° 0-33562-2008/DEF/EMM/ORJ du 19 mai 2008 (BOC N° 22 du 13 juin 2008, texte 34).

Instruction n° 0-26096-2011/DEF/EMM/ROJ du 10 octobre 2011 (BOC N° 47 du 10 novembre 2011, texte 5).

Instruction n° 0-1242-2012/DEF/EMM/ROJ du 20 mars 2012 (BOC N° 18 du 19 avril 2012, texte 13).

Texte abrogé :

Instruction n° 469/DEF/EMM/PL/ORA du 29 juin 2000 (BOC, p. 3072. ; BOEM 113.4).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 113.4

Référence de publication : BOC, 2002, p. 7431.

1. PRINCIPES.

(Modifié en dernier lieu : Instruction du 20/03/2012.)

L'organisation du commandement de la marine en Atlantique et en Manche, mer du Nord prend en compte :

- l'organisation du commandement des zones et des forces maritimes, qui fait l'objet de décrets séparés fixant les dispositions relatives aux responsabilités de commandant de zone maritime [réf. e)] et de commandant organique de force maritime [réf. e)] ;

- les responsabilités attachées au commandement maritime à compétence territoriale, au niveau de la région pour ce qui concerne la protection-défense, notamment dans le cadre de l'organisation territoriale interarmées de défense [réf. j)] et de la défense maritime du territoire [réf. c)] (avec, en outre, la responsabilité particulière du commandement de la défense du Finistère) [réf. y)], et au niveau de l'arrondissement pour les autres attributions, en particulier le soutien des forces [réf. d)] ;

- la responsabilité générale dont est investi le préfet maritime en mer, en tant que représentant direct du Premier ministre, autorité de police administrative générale en mer, et chargé de la coordination de

l'action en mer des administrations de l'État [réf. a)].

Cette distinction des trois domaines de compétence conduit à quatre appellations différentes de l'officier général exerçant le commandement de la marine et les fonctions de préfet maritime en Atlantique et à trois appellations différentes de l'officier général exerçant ces fonctions en Manche et mer du Nord.

Pour l'Atlantique, les quatre appellations sont :

- commandant la zone maritime Atlantique (CECLANT) ;
- commandant la région maritime Atlantique (CECLANT) ;
- commandant l'arrondissement maritime Atlantique (CECLANT) ;
- préfet maritime de l'Atlantique (PREMAR ATLANT).

Pour la Manche et la mer du Nord, les trois appellations sont :

- commandant la zone maritime Manche et mer du Nord (COMAR Manche) ;
- commandant l'arrondissement maritime Manche - mer du Nord (COMAR Manche) ;
- préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord (PREMAR Manche).

2. MOYENS À DISPOSITION DU COMMANDEMENT.

2.1. Généralités.

(Modifié : Instruction du 10/10/2011.)

L'organisation du commandement en Atlantique et en Manche, mer du Nord est conçue pour :

- assurer la mise en condition des forces placées sous le commandement organique respectif de CECLANT et de COMAR Manche, en vue de leur emploi opérationnel ;
- assurer l'exécution des missions de la posture permanente de sûreté liées à la dissuasion, à la prévention et à la protection en Atlantique et en Manche, mer du Nord ;
- faciliter le passage au temps de crise ou de conflit en favorisant la continuité et l'unité du commandement ;
- mettre les préfets maritimes à même d'exercer leurs attributions relatives à l'action de l'État en mer.

Pour exercer leurs différentes attributions, CECLANT/PREMAR ATLANT et COMAR Manche/PREMAR Manche disposent :

- d'adjoints ;
- d'un état-major ;
- d'un centre d'opérations maritimes (COM).

2.2. Les adjoints.

(Modifié en dernier lieu : Instruction du 20/03/2012.)

CECLANT/PREMAR ATLANT et COMAR Manche/PREMAR Manche disposent chacun des adjoints suivants :

- un « adjoint territorial » pour l'exercice du commandement maritime à compétence territoriale et pour l'exercice du commandement organique en sous-ordre sauf pour les formations placées, le cas échéant, sous le commandement organique en sous-ordre d'une autre autorité ;
- un « adjoint opérations-logistique » pour les opérations aéromaritimes, la logistique opérationnelle et la préparation des plans correspondants ;
- un « adjoint au préfet maritime » pour l'action de l'État en mer.

En outre, CECLANT dispose :

- d'un adjoint « administration et finances » exerçant un conseil dans les domaines des affaires administratives et financières relevant du commandant d'arrondissement maritime. Cet adjoint exerce par ailleurs les responsabilités de chef du groupement de soutien de la base de défense de Brest - Lorient ;
- d'un « adjoint protection-défense », officier l'armée de terre, pour la défense du Finistère ;
- de l'amiral commandant l'école navale (ALENAV), pour le commandement organique sous-ordre de certains bâtiments du groupe ailes du Poulmic (GEP).

CECLANT et COMAR Manche précisent par instructions les attributions de chacun de leurs adjoints et fixent, dans les conditions définies par l'arrêté cité en référence k), l'étendue des délégations de signature qu'ils leur accordent.

2.3. Les états-majors.

(Modifié : Instruction du 10/10/2011.)

Les états-majors de CECLANT/PREMAR ATLANT et de COMAR Manche/PREMAR Manche comprennent des divisions et des bureaux.

Il n'y a pas de chef d'état-major. La coordination est assurée par un « assistant pour la coordination » (ASC).

3. COMMANDEMENT MARITIME À COMPÉTENCE TERRITORIALE.

3.1. Région maritime Atlantique.

(Modifié en dernier lieu : Instruction du 20/03/2012.)

La région maritime Atlantique est limitée par le littoral continental situé entre la frontière belge et la frontière espagnole [réf. b)]. Elle s'étend sur l'ensemble du territoire couvert par les zones de défense Nord, Ouest, Sud-Ouest et Est [réf. b)]. Elle couvre géographiquement les deux arrondissements maritimes Atlantique et Manche - mer du Nord [réf. b)].

CECLANT est commandant de la région maritime Atlantique.

Il exerce, dans l'ensemble de la région maritime, les attributions correspondant à cette fonction conformément au décret cité en référence d), sous réserve des attributions de l'amiral commandant les forces sous-marines et la force océanique stratégique (ALFOT) [réf. q) et s)].

À ce titre, CECLANT a notamment autorité sur COMAR Manche - mer du Nord et pouvoir d'inspection générale dans le ressort géographique de l'arrondissement maritime Manche - mer du Nord pour ce qui concerne :

- la défense maritime du territoire ;
- la protection et la défense des installations de la marine nationale et, le cas échéant, d'installations intéressant la défense, dans le cadre de sa participation à la défense sur le territoire.

CECLANT peut déléguer certaines des attributions correspondantes à COMAR Manche, dans les domaines définis par l'arrêté cité en référence h).

CECLANT est commandant de la défense du Finistère (CDF) et du secteur territorial marine de Lorient, entités territoriales particulières [réf. y)] qui sont activées lors de la prise des mesures de défense opérationnelle du territoire (DOT) ou sur ordre du chef d'état-major des armées (CEMA) ; il relève à ce titre de l'officier général de la zone de défense (OGZD) Ouest [réf. b)].

COMAR Manche commande le secteur territorial marine de Cherbourg [réf. y)], activé dans les mêmes conditions ; il relève à ce titre de l'OGZD Ouest (réf. b)].

En tant que commandant de région maritime, CECLANT est membre des comités de zone de défense (CZD) [réf. b)] des zones de défense bordant la mer (zones de défense Sud-Ouest, Ouest et Nord).

CECLANT est membre des comités interarmées de zone de défense (CIZD) [réf. l)] des zones de défense Sud-Ouest, Ouest, Nord et Est et des comités interarmées régionaux (CIR) [réf. l)] des régions terre Sud-Ouest, Nord-Ouest et Nord-Est.

COMAR Manche est membre des comités interarmées régionaux (CIR) des régions terre Nord-Ouest et Nord-Est. Sur ordre de CECLANT, il peut accompagner ou représenter ce dernier aux réunions des CIZD des zones de défense Ouest et Nord.

3.2. Arrondissements maritimes.

(Modifié en dernier lieu : Instruction du 20/03/2012.)

CECLANT est commandant de l'arrondissement maritime Atlantique.

COMAR Manche est commandant de l'arrondissement maritime Manche - mer du Nord.

À la tête de chacun de ces deux arrondissements maritimes, le commandant d'arrondissement maritime concerné exerce les attributions correspondant à cette fonction, sous réserve des attributions d'ALFOT [réf. q) et s)].

3.3. Commandements de la marine en un lieu déterminé.

(Remplacé : Instruction du 20/03/2012.)

CECLANT et COMAR Manche disposent, dans leur arrondissement maritime respectif, des commandants de la marine :

- à Strasbourg, à Lorient, à Nantes - Saint-Nazaire, à Bordeaux et à Bayonne ;

- à Dunkerque et au Havre.

3.4. (Modifié en dernier lieu : Instruction du 20/03/2012.)

Pour mémoire, conformément aux prescriptions du décret cité en référence a), CECLANT, en tant que commandant de la région maritime Atlantique, et COMAR Manche, en tant que commandant de l'arrondissement maritime Manche - mer du Nord, sont respectivement préfet maritime de l'Atlantique et préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord.

4. COMMANDEMENT ORGANIQUE.

(Modifié en dernier lieu : Instruction du 20/03/2012.)

CECLANT et COMAR Manche sont commandants de force maritime indépendants.

Ils exercent le commandement organique [réf. c)] des éléments de force maritime qui ne relèvent pas d'un autre commandant de force maritime indépendant. Ils en tiennent la liste à jour. Ils fixent, par instructions d'application prises sous leur timbre, les organisations des bases navales [réf. x)] et des autres formations, placées sous leur commandement organique.

Les formations placées sous le commandement organique de CECLANT comprennent notamment :

- état-major du commandement de l'arrondissement maritime Atlantique (CECLANT) ;
- centre interarmées de soutien météorologique et océanographique des forces (CISMF) ;
- base navale de Brest ;
- base navale de l'Adour ;
- formation opérationnelle de surveillance et d'information territoriale (FOSIT) de Brest ;
- centre d'expertises pratiques de lutte anti-pollution (CEPPOL) ;
- centre de renseignement de la marine (CRMar).

Les formations placées sous le commandement organique de COMAR Manche comprennent notamment :

- état-major du commandement de l'arrondissement maritime Manche - mer du Nord (COMAR Manche) ;
- base navale de Cherbourg ;
- formation opérationnelle de surveillance et d'information territoriale (FOSIT) de Cherbourg. ».

Les différentes formations relevant d'un commandant d'arrondissement maritime sont normalement placées sous le commandement organique en sous-ordre de l'adjoint territorial. Toutefois :

- le commandement organique en sous-ordre du commandant d'arrondissement maritime de certains éléments terrestres de force maritime peut être assuré par l'adjoint « opérations-logistique » ;
- le commandement organique en sous-ordre des bâtiments du GEP placés sous le commandant organique de CECLANT est assuré par ALENNAV ⁽¹⁾.

5. ATTRIBUTIONS DANS LE DOMAINE OPÉRATIONNEL.

(Remplacé : Instruction du 20/03/2012.)

CECLANT et COMAR Manche sont respectivement commandants des zones maritimes Atlantique et Manche-mer du Nord, telles que définies dans l'arrêté cité en référence o). Conformément aux dispositions de la directive citée en référence aa), ils exercent à ce titre les attributions de commandant interarmées hors du territoire métropolitain (COMIA) dans une zone de responsabilité permanente (ZRP) dites « ZRP Océan Atlantique » et « ZRP Manche ».

Une zone d'intérêt de renseignement (ZIR), dans laquelle ils sont tenus informés des principaux événements par la direction du renseignement militaire (DRM) et les attachés de défense, leurs sont également attribuées. Ses limites sont définies dans l'instruction citée en référence v).

Dans le domaine des relations internationales militaires, CECLANT et COMAR Manche exercent leurs attributions conformément aux prescriptions de l'état-major des armées (EMA) [réf. z)].

Sur décision du CEMA, l'état-major de CECLANT ou de COMAR Manche peut être amené à contribuer à la mise sur pied de tout ou partie d'un poste de commandement de force (COMANFOR) [réf. r)] engagée dans une opération ou d'un poste de commandement de circonstance [réf. aa)].

CECLANT et COMAR Manche contribuent à l'élaboration des programmes d'activité des forces opérant ou susceptibles d'opérer en Atlantique, en Manche et en mer du Nord.

CECLANT et COMAR Manche assurent le contrôle opérationnel de l'ensemble des moyens militaires engagés dans la mission d'action de l'État en mer dans leur zone maritime respective. PREMAR ATLANT en Atlantique et PREMAR Manche en Manche et mer du Nord assurent la direction des opérations, lorsque celle-ci n'est pas déléguée à une autre administration, dans les conditions prescrites dans l'instruction citée en référence p).

6. GESTION ET ADMINISTRATION.

6.1. Administration.

(Modifié en dernier lieu : Instruction du 20/03/2012.)

6.1.1. La surveillance administrative des formations placées respectivement sous le commandement organique de CECLANT et de COMAR Manche est exercée dans les conditions fixées par l'arrêté et l'instruction cités en références i) et u).

Conformément aux prescriptions de l'arrêté cité en référence g), en tant que commandants de force maritime indépendants, ils reçoivent délégation permanente du ministre pour exercer, à leur niveau, les pouvoirs d'ordonnateur-répartiteur du matériel en service dans ces formations et peuvent déléguer leur signature dans ce domaine à leurs adjoints directs.

6.1.2. Dans leurs attributions de commandant d'arrondissement maritime, CECLANT et COMAR Manche :

- exercent la surveillance administrative et technique des formations qui n'appartiennent ni aux services de soutien ni aux forces maritimes ;
- reçoivent délégation de pouvoirs du ministre en matière d'organisation et de fonctionnement des cercles et des foyers, dans les conditions fixées par le décret et l'arrêté cités en référence e) et f).

6.2. Attributions relatives au personnel militaire.

6.2.1. Notation.

(Modifié en dernier lieu : Instruction du 20/03/2012.)

Les chaînes de notation du personnel militaire de la marine sont établies conformément aux prescriptions de l'instruction citée en référence t).

En fonction des délégations qu'il lui a consenties le cas échéant dans ces domaines, CECLANT rédige une fiche d'appréciation pour COMAR Manche pour les questions de défense maritime du territoire et de protection-défense.

6.2.2. Discipline.

(Modifié en dernier lieu : Instruction du 20/03/2012.)

Les attributions dans le domaine disciplinaire sont exercées conformément aux prescriptions du décret portant règlement de discipline générale dans les armées (RDGA), de ses arrêtés d'application et de son instruction d'application citée en référence w).

Conformément aux dispositions de l'arrêté cité en référence m), CECLANT et COMAR Manche ont, en tant que commandants d'arrondissement maritime et commandants de force maritime indépendants, délégation du ministre pour envoyer devant un conseil d'enquête des militaires du rang relevant de leur commandement respectif. Cette responsabilité ne peut être déléguée.

6.3. Attributions relatives au personnel civil.

(Abrogé par : Instruction 10/10/2011.)

7. SUPPLÉANCE DU COMMANDEMENT.

(Modifié en dernier lieu : Instruction du 20/03/2012.)

En cas d'absence ou d'empêchement de CECLANT/PREMAR ATLANT, le commandement par suppléance [réf. w)] en région maritime Atlantique, dans l'arrondissement maritime Atlantique et dans la zone maritime Atlantique est assuré dans les conditions suivantes :

- la suppléance des fonctions de commandant de la région maritime Atlantique est assurée par le plus ancien des officiers généraux de marine entre le commandant de l'arrondissement maritime Manche - mer du Nord et l'adjoint territorial du commandant de l'arrondissement maritime Atlantique ;
- la suppléance des autres fonctions est normalement assurée par l'adjoint territorial du commandant de l'arrondissement maritime Atlantique, exception faite de certaines attributions de préfet maritime qui ne peuvent être subdéléguées (2).

En cas d'absence ou d'empêchement de COMAR Manche/PREMAR Manche, le commandement par suppléance [réf. w)] dans l'arrondissement maritime Manche - mer du Nord et dans la zone maritime Manche et mer du Nord est assuré normalement par l'officier de marine le plus ancien parmi ses adjoints, exception faite de certaines attributions de préfet maritime qui ne peuvent être subdéléguées (2).

8. TEXTE ABROGÉ.

L'instruction n° 469/DEF/EMM/PL/ORa du 29 juin 2000, relative à l'organisation du commandement en Atlantique et en Manche, mer du Nord, est abrogée.

Pour la ministre de la défense et par délégation :

*L'amiral,
chef d'état-major de la marine,*

Jean-Louis BATTET.

(1) Les autres bâtiments du GEP relèvent organiquement du commandant de la force d'action navale (ALFAN).

(2) En particulier les mises en demeure et les arrêtés pris par le préfet maritime.

ANNEXE.
LISTE DES RÉFÉRENCES.

(Remplacée : Instruction du 20/03/2012.)

- a) Décret n° 2004-112 du 6 février 2004 (JO du 7, p. 2616 ; BOC, p. 1352 ; BOEM 102-1.3.7, 105.2.2.2.5.).
- b) Décret n° 2007-583 du 23 avril 2007 (JO n° 96 du 24 avril 2007, texte n° 3, p. 7168).
- c) Décret n° 2007-584 du 23 avril 2007 (JO n° 96 du 24 avril 2007, texte n° 4, p. 7169).
- d) Décret n° 2008-1218 du 25 novembre 2008 (JO n° 276 du 27 novembre 2008, texte n° 55 ; signalé au BOC 49/2008).
- e) Décret n° 2008-1219 du 25 novembre 2008 (JO n° 276 du 27 novembre 2008 ; texte n° 56 ; signalé au BOC 01/2009).
- f) Arrêté du 2 novembre 1982 (BOC, p. 4448 ; BOEM 135.1, 145.1, 620-0.2.1, 620-5.1.1, 707.1, 724.1.2) modifié.
- g) Arrêté du 1^{er} octobre 1991 (BOC, p. 3289 ; BOEM 112.2.4, 420.2.2, 610.3.3) modifié.
- h) Arrêté du 29 juin 1995 (BOC, p. 3920 ; BOEM 105.2.2.2.2, 113.4).
- i) Arrêté du 26 juin 1997 (BOC, p. 3885 ; BOEM 510.3.1, 511-0.2.1, 512.3.2, 575-1.1, 610.2.4, 620-9.1, 720.5, 721-1.1, 723.1, 724.2.1) modifié.
- j) Arrêté interministériel du 28 juin 2000 (BOC, p. 2931 ; JO du 29, p. 9783 ; BOEM 105.1.2.2.1, 112.4.1, 113.10, 114.5, 650.2) modifié.
- k) Arrêté du 21 juillet 2000 (JO du 28, p. 11653 ; BOC, p. 3311 ; BOEM 113.4, 140.6).
- l) Arrêté du 4 avril 2001 (JO du 10, p. 5509 ; BOC, p. 2050 ; BOEM 105.1.2.2.3, 112.2.3, 113.1, 114.5, 650.2) modifié.
- m) Arrêté du 26 février 2008 (JO n° 60 du 11 mars 2008, texte n° 19 ; signalé au BOC 38/2008 ; BOEM 130.1.1, 144.1, 150.1.1, 300.6.1.2).
- n) Arrêté du 10 février 2011 (JO n° 46 du 24 février 2011, texte n° 2 ; signalé au BOC 14/2011 ; BOEM 640.2.1) modifié.
- o) Arrêté du 28 octobre 2011 (JO n° 265 du 16 novembre 2011, texte n° 10 ; signalé au BOC 48/2011 ; BOEM 105.2.2.2.2, 113.4) modifié.
- p) Instruction du Premier ministre du 8 janvier 1981 (BOC, p. 64 ; BOEM 102-1.3.7, 503.1.4.3.2) modifiée.
- q) Instruction n° 335/DEF/EMM/PL/ORA du 26 juin 1995 (BOC, p. 3934 ; BOEM 113.2, 140.2).
- r) Instruction n° 2000/DEF/EMA/EMP/1 du 28 juin 1999 (n.i. BO) relative à la doctrine interarmées du commandement en opération.
- s) Instruction n° 450/DEF/EMM/PL/ORAT/-- du 22 juin 2000 (n.i. BO) modifiée, relative à l'organisation des forces sous-marines.
- t) Instruction n° 661/DEF/EMM/PL/ORA du 29 novembre 2000 (BOC 2001, p. 50 ; BOEM 321.3, 323.3.5.1).

- u) Instruction n° 8/DEF/EMM/PL/ORA du 8 mars 2002 (BOC, p. 1932 ; BOEM 113.8).
- v) Instruction n° 55/DEF/DRM/DIR/-- du 30 avril 2003 (n.i. BO) relative à la mission de renseignement des commandants interarmées permanents hors du territoire métropolitain.
- w) Instruction n° 201710/DEF/SGA/DFP/FM/1 du 4 novembre 2005 (BOC, p. 8299 ; BOEM 130.1.1, 144.1, 150.1.1, 300.6.1.2, 810.4.6) modifiée.
- x) Instruction n° 30/DEF/EMM/ORJ du 8 février 2010 (BOC N° 9 du 5 mars 2010, texte 23 ; BOEM 113.1).
- y) Directive n° 2023/DEF/EMA/EMP/2 du 21 janvier 1993 (n.i. BO) relative aux entités territoriales particulières.
- z) Directive n° 5000/DEF/EMA/MO/-- du 24 juin 2004 (n.i. BO) relative aux commandements interarmées permanents hors du territoire métropolitain pour les relations internationales militaires.
- aa) Directive n° D-11-006137DEF/EMA/EMP.3 du 10 août 2011 (n.i. BO) relative au commandement interarmées permanents hors du territoire métropolitain.